

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 janvier 2010
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 25 janvier 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de la Croatie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre des autorités de mon pays, j'ai l'honneur de me référer à la déclaration que le Président de la République de Serbie, Boris Tadić, a faite lors du débat du Conseil de sécurité sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), qui a eu lieu le 22 janvier 2010, et de porter à votre attention les observations ci-après.

Je tiens à souligner que la République de Croatie regrette que le Président Tadić ait décidé d'utiliser le débat sur la MINUK pour répondre de façon totalement infondée aux propos du Président de la République de Croatie, Stjepan Mesić, sur les conséquences possibles de la désintégration de la Bosnie-Herzégovine voisine, qui avaient été tenus lors d'une conversation informelle à l'occasion de la réception du Nouvel An donnée en l'honneur des médias.

En plus du fait qu'il discutait de façon informelle avec un groupe de journalistes, le Président Mesić a parlé au conditionnel, c'est-à-dire qu'il spéculait sur un événement qui pourrait se produire en réaction à un autre événement, à savoir la sécession concrète de la Republika Srpska de la Bosnie-Herzégovine indépendante et internationalement reconnue, et son annexion à la République de Serbie.

En substance, les propos du Président auraient dû être entendus comme une mise en garde, formulée de façon radicale, à la communauté internationale pour qu'elle ne ferme pas les yeux sur la politique du Premier Ministre de la Republika Srpska, Milorad Dodik, et ses conséquences possibles, de la même façon qu'elle avait trop longtemps fermé les yeux sur la politique de Slobodan Milošević, qui a conduit à la désintégration de l'ex-Yougoslavie dans des guerres sanglantes. En outre, le Président Mesić voulait dire le plus clairement possible que la désintégration de la Bosnie-Herzégovine voisine et amie serait absolument inacceptable pour la Croatie.

En ce qui concerne la stabilité et la normalisation des conditions dans la région, il serait utile de rappeler que les progrès enregistrés à cet égard au cours des 10 dernières années résultent, dans une large mesure, des efforts continus déployés par le Président de la République de Croatie. Malheureusement, on a constaté récemment que ces efforts n'ont pas trouvé d'écho auprès de certains partenaires naturels dans ce processus qui veulent aujourd'hui sans fondement aucun accuser la



République de Croatie et son président de vouloir remettre en cause ou compromettre la sécurité dans l'Europe du Sud-Est.

En conclusion, je tiens à confirmer que des réactions aussi déplacées et inacceptables aux déclarations de responsables croates ne dissuaderont pas la Croatie de maintenir des relations de bon voisinage que la Croatie entretient avec tous les pays de la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Neven **Mikeć**
